

L'élection des sénateurs provinciaux met fin à l'état de grâce

CONGO Le parti du nouveau président Felix Tshisekedi gagné par la fronde

Cent jours. Alors que le nouveau président congolais Felix Tshisekedi n'a pas encore nommé son gouvernement mais a présenté un cabinet composé d'une centaine de collaborateurs, l'état de grâce est compromis. Non pas – encore ?- entre le chef de l'Etat et son prédécesseur Joseph Kabila mais entre les militants de Cach (coalition pour le changement) et plus précisément ceux de l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social), c'est-à-dire la fameuse « base » et le Président. Furieux, désappointés, les militants/combatants ont brûlé des pneus devant le siège du parti à Kinshasa, le Palais du peuple a été investi par des hommes en colère. A Mbuji Mayi, au cœur du fief kasaïen, comme à Goma ou à Lubumbashi, des militants ont sacqué des résidences appartenant

aux députés provinciaux du parti UDPS ou de la plateforme de Kabila, les FCC (Front commun pour le Congo).

C'est que la « base » refuse de comprendre la déroute, au Sénat, d'un parti présenté comme le vainqueur de l'élection présidentielle. Jean-Marc Kabund, le président délégué de l'UDPS, a même déclaré que lui aussi rejetait les résultats des élections des sénateurs. Il est vrai que le FCC a raflé la mise de manière spectaculaire : le vote de 24 des 26 assemblées provinciales a réussi à faire élire (au suffrage indirect) 80 sénateurs sur 100 tandis que la plateforme présidentielle, celle de Tshisekedi, n'a récolté que trois sièges de sénateurs. Huit sièges restent à pourvoir, dans le Nord Kivu et le Mai Ndombe, mais ils ne réussiront pas à faire fléchir la balance.

La base de l'UDPS refuse d'admettre qu'à Kinshasa par exemple, le parti qui a élu 12 députés provinciaux n'a obtenu aucun siège à la Chambre haute et elle dénonce le « monnayage des voix ».

« Monnayage des voix »

Ce sont en effet les députés provinciaux qui désignent les sénateurs et plusieurs témoignages corroborent les soupçons de corruption. C'est ainsi que le ministre de l'enseignement supérieur Steve M'Bikayi a dénoncé l'existence de pots de vin allant de 20.000 à 40.000 dollars !

Cette « trahison » de députés provinciaux de l'UDPS qui auraient monnayé leurs voix au bénéfice de la coalition pro-Kabila représente évidemment une mauvaise nouvelle pour l'UDPS car elle démontre la fragilité de

la classe politique congolaise et rappelle si besoin en était que si Felix Tshisekedi est Président (en titre), son prédécesseur, en plus de l'armée et des moyens financiers, contrôle toujours tant l'Assemblée que le Sénat. Une situation à laquelle les FCC s'étaient depuis longtemps préparés, ne cédant que la fonction présidentielle mais se réservant le reste. Un tel déséquilibre risque d'hypothéquer l'action du chef de l'Etat qui vient de présenter un programme d'urgence très ambitieux, dont la réhabilitation de routes, de centres de santé et d'hôpitaux de référence, d'écoles, sans oublier la réforme de la justice. Ces promesses ont été bien accueillies, mais leur financement devra passer par le bon vouloir de la coalition pro-Kabila. ■

COLETTE BRAECKMAN